



Comité de suivi

Procès-verbal de séance

Configuration programmation

Bourg en Bresse, le 28 novembre 2024



Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

Le Comité de suivi s'est réuni en configuration programmation le jeudi 28 novembre 2024 sous la coprésidence, d'une part de la Coordination régionale Interreg suisse (CRI) représentée par Mireille Gasser et d'autre part de l'Autorité de gestion, la région Bourgogne-Franche-Comté, représentée par Valérie PAGNOT, Conseillère régionale de Bourgogne-Franche-Comté.

Participaient à cette réunion, en qualité d'élus ou de représentants officiels des membres de droit :

- PAGNOT Valérie, Conseillère régionale de Bourgogne-Franche-Comté
- DUBY-MULLER Virginie, Vice-présidente du conseil départemental de Haute-Savoie
- SCHNEIDER Eloïse, Vice-présidente du conseil départemental du Jura

En qualité de représentants des membres de droit :

- BEUPAIN Nicolas, Région Bourgogne-Franche-Comté
- BETTU Brigitte, Conseil départemental de l'Ain
- BLACHA Élisabeth, Région Bourgogne-Franche-Comté
- BOLZANI Enrico, Canton de Genève
- COUSSOT Laure, Canton de Vaud
- DARBELLAY Yves, République et Canton du Valais
- FOUQUET Pierre-François, Conseil départemental de l'Ain
- GROSJEAN Ismaël, République et Canton du Valais
- GRUBER Véronique, Canton de Fribourg
- GUINARD Christine, SGAR Auvergne Rhône-Alpes
- JANNIN Laurence, Conseil départemental du Doubs
- JEAN Philippe, CESER Bourgogne-Franche-Comté
- JEANCLER Vivien, Région Bourgogne-Franche-Comté
- LOPEZ Alexa, Conseil départemental du Jura
- MONNIOT Nathalie, Conseil départemental du Territoire de Belfort
- PAGUET Jeanne, Conseil départemental du Jura
- RUDNICKI Élise, Conseil départemental de Haute-Savoie
- VIORNERY BERARD Lucile, DGA Conseil départemental de l'Ain

Au titre de la CRI :

- GASSER Mireille, CRI

Au titre de l'Autorité de gestion, aux côtés du Coprésident :

- BRIDIER Jean-Pierre, Région Bourgogne-Franche-Comté
- CHAPPAZ Amélie, Région Bourgogne-Franche-Comté
- DESTAING Émilie, Région Bourgogne-Franche-Comté
- KOTHZ Florence, Région Bourgogne-Franche-Comté
- LAMBERT Carine, Région Bourgogne-Franche-Comté
- RITZ Olivier, Région Bourgogne-Franche-Comté
- VUILLEMIN Stéphanie, Région Bourgogne-Franche-Comté



Au titre du Secrétariat conjoint France-Suisse :

- BARTHELET Émilie, Région Bourgogne-Franche-Comté
- JOHNER Élodie, CRI
- LEFÈVRE Marylou, Région Bourgogne-Franche-Comté
- MUSSET Agi, Région Bourgogne-Franche-Comté
- NOCHER Thomas, Région Bourgogne-Franche-Comté
- QUADRONI Norman, CRI
- DE SAINT LAURENT Judith, Région Bourgogne-Franche-Comté
- VERMOT Sandra, Région Bourgogne-Franche-Comté

En qualité de membres associés :

- BAUDELET Olivier, Représentant de la Commission européenne



Interreg
France – Suisse



Cofinancé par
l'Union Européenne

Comité de suivi

Interreg 2021-2027

Sélection et modification des opérations



Présentation des dossiers Interreg VI 2021-2027

Projets inscrits à l'ordre du jour

N° Synergie	Priorité	OS	Nom du projet	Page
20510	II	1.1	GESICA	6
20921	II	1.1	MAOTIAL	14
20907	II	1.1	OPLA	20
20910	IV	4.6	HERITAGE LEMAN	27
20890	IV	4.6	JADE	36
20919	IV	4.6	LACS	42

Modification de projets programmés Interreg VI : pour AVIS

N° Synergie	Priorité	OS	Nom du projet	N° de gestion interne	Page

Pas de modification de projet pour ce comité

Modification de projets programmés Interreg VI : pour INFORMATION

N° Synergie	Axe	OS	Nom du projet	N° de gestion interne	Page

Pas de modification de projet pour ce comité



Présentation du calendrier 2025-2026

Mme la Présidente rappelle le calendrier des prochaines réunions :

- La prochaine cellule d'appui est prévue le 11 mars à Fribourg ;
- Le prochain comité de suivi et de programmation est prévu le 15 mai dans le Canton de Vaud.
- Cellule d'appui le 25 septembre 2025 dans l'Ain ;
- Comité de suivi le 20 novembre 2025 dans le Territoire de Belfort.

Les dates pour l'année 2026 seront communiquées ultérieurement, une fois qu'elles seront confirmées.

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

GESICA

IDENTIFICATION

Nom du projet		GESICA	
Identifiant SYNERGIE		20510	
Nom du chef de file FR		Université de Franche-Comté	
Nom du chef de file CH		Hôpitaux Universitaires de Genève	
Durée du projet	Date de démarrage	01-09-2024	Nombre de mois
	Date d'achèvement	28-02-2027	
Priorité du programme		P2 : Développer une économie plus innovante, plus compétitive, plus attractive, d'un point de vue social, environnemental et technologique pour le territoire	
Objectif spécifique du programme		OS RSO1.1 : Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	24/02/2024	19/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
Université de Franche-Comté	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	FRANCE	Franche-Comté	Doubs
Centre Hospitalier Régional Universitaire Besançon	Pouvoir public régional	Public	FRANCE	Franche-Comté	Doubs
ISYCARE TECHNOLOGY Belfort	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	FRANCE	Franche-Comté	Territoire de Belfort
Hôpital Nord Franche-Comté	Pouvoir public régional	Public	FRANCE	Franche-Comté	Territoire de Belfort
Hôpitaux Universitaires de Genève	Infrastructure et fournisseurs de services (publics)	Public	SUISSE	Région lémanique	Genève
HEIG-VD	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	SUISSE	Région lémanique	Vaud
Université de Genève	Pouvoir public régional	Public	SUISSE	Région lémanique	Genève
TECHWAN SA	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	SUISSE	Région lémanique	Vaud
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois	Infrastructure et fournisseurs de services (publics)	Public	SUISSE	Région lémanique	Vaud
Université de Neuchâtel	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	SUISSE	Espace Mitteland	Neuchâtel



RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet GESICA (GEstion de SItuations de Crises sAnitaires) a pour objectif la conception et le développement d'un système intelligent dédié aux SSE (Situations Sanitaires Exceptionnelles), comme la pandémie de COVID19, en réunissant des données des acteurs de chaque côté de la frontière pour ensuite proposer des scénarii de gestion et d'optimisation des moyens.

Le système GESICA sera ainsi utile à la détection, l'analyse, l'aide à la gestion de Situations Sanitaires Exceptionnelles, il aidera à leur prévision dans une perspective territoriale transfrontalière franco-suisse. Ce système intelligent permettra de préparer à de futures épidémies, qui devraient inévitablement se produire d'après les prévisions des organisations de santé telles que l'OMS.

En résumé, le système intelligent GESICA proposera de manière théorique des plans de gestion des SSE à différentes échelles, locales, régionales et transfrontalières propres à l'espace France - Suisse en mettant en lien les connaissances et les bases de données hospitalières des deux pays.

Actions principales

Le projet se déroulera en trois étapes et sur une période de deux ans et demi :

- Caractérisation du système : il s'agit de définir les variables tout en collectant les signaux et données relatives à chaque typologie de SSE.
- Conception du système GESICA : alimenté par les données de la pandémie de COVID 19 en premier lieu ; puis grâce aux données collectées et analysées, le système GESICA sera capable de fournir une réponse adaptée et efficiente à chaque type de SSE.

Sa conception implique la compréhension et la modélisation du fonctionnement de santé sur le territoire transfrontalier franco-suisse puis le traitement des données collectées à l'étape 1 du projet, afin d'être capable ensuite de détecter les signaux annonciateurs d'une SSE, de tester et d'analyser en temps réel différents scénarii pour l'aide à la conduite de la crise.

- Développement du système GESICA : Le système GESICA permettra, une fois mis en œuvre, de simuler des situations critiques à moyen/long terme : grâce à l'intégration de données des services d'urgence, le système s'alimentera et pourra offrir une aide à la prise de décision en matière de politiques de santé publique à l'échelle du territoire. Selon la SSE détectée, le système sera capable de présenter un scénario clair pour faire face aux besoins des patients et accompagner les services à déterminer les moyens et les ressources humaines à mobiliser dans un spectre temporel allant du temps de l'urgence au temps de la planification, en passant par le temps de la prédiction.

Résultats attendus

Plusieurs résultats sont attendus de ce projet :

- Développement du système intelligent GESICA capable d'anticiper de futures SSE, de les prévenir et de déterminer les ressources et moyens disponibles et/ou à dégager pour les surmonter ;
- Élaboration de plans d'actions multiples et adaptés pour la gestion des SSE en développant des méthodes et outils innovants basée sur l'Intelligence Artificielle et l'utilisation des données collectées au sein du territoire franco-suisse ;
- Développement de méthodes et d'outils avancés : planification, ordonnancement et aide à la décision pour l'optimisation des moyens et des ressources afin de conduire en temps réel et de manière rigoureuse une situation de crise sanitaire ;
- Consolidation de la coopération transfrontalière par l'identification des défis et des obstacles qui peuvent entraver la coopération entre les autorités de santé publique des deux côtés de la frontière dans la gestion des SSE afin d'optimiser les plans d'actions lors de situations liées au changement climatique tel que les canicules ;
- Renforcement du positionnement du territoire franco-suisse en tant que pôle d'excellence en santé publique.

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.02€	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	1 452 284,67	1 019 041,07	2 471 325,74
En CHF	1 424 691,26	999 679,29	2 424 370,55
%	58.77 %	41.23 %	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	930 439,15	869 286,34
Frais de bureau et administratifs	139 565,87	130 392,95
Frais de déplacement et d'hébergement	139 565,87	0,00
Frais liés au recours à des compétences et services externes	140 030,00	0,00
Dépenses d'équipement	8 176,11	0,00
Dépenses d'infrastructures et travaux	0,00	0,00
Contributions en nature	94 507,67	0,00
Total des dépenses	1 452 284,67	999 679,29
%	58.77 %	41.23 %



PLAN DE FINANCEMENT

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	290 457,04	20.00	379 663,07	38.00
Centre Hospitalier Régional Universitaire. Besançon	45 882,00	3.16	0,00	0.00
Hôpital Nord Franche-Comté	56 906,55	3.92	0,00	0.00
Université de Franche-Comté	123 436,40	8.50	0,00	0.00
ISYCARE TECHNOLOGY Belfort	64 232,09	4.42	0,00	0.00
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois	0,00	0.00	19 837,50	2.05
Hôpitaux Universitaires de Genève	0,00	0.00	124 042,45	12.41
HEIG-VD	0,00	0.00	96 600,00	9.66
Université de Genève	0,00	0.00	106 408,12	10.64
Université de Neuchâtel	0,00	0.00	8 625,00	0.86
TECHWAN SA	0,00	0.00	24 150,00	2.42
FEDER	1 067 319,96	73.49	0,00	0.00
Contreparties publiques	94 507,67	6.51	0,00	0.00
CPAM du Doubs	94 507.67	6.51	0,00	0.00
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	340 016,22	34.00
Contreparties publiques	0,00	0.00	200 000.00	20.00
Canton Genève	0,00	0.00	50 000.00	5.00
Canton Neuchâtel	0,00	0.00	60 000,00	6.00
Canton Vaud	0,00	0.00	90 000,00	9.00
Contreparties privées	0,00	0.00	80 000,00	8.00
Fonds privés HUG	0,00	0.00	80 000,00	8.00
Total des financements	1 452 284,67	58.77	999 679,29	41.23
Total éligible	1 452 284,67	100.00	999 679,29	100.00

SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France

Dans l'ensemble le projet répond aux critères d'éligibilité du programme et démontre sa plus-value transfrontalière. Le projet s'inscrit dans le prolongement de la stratégie de coopération les acteurs du secteur de l'innovation sur le territoire. L'ensemble des éléments complémentaires attendus ont été transmis par le porteur. Les réserves émises par les services métier sollicités et par le secrétariat conjoint lors de l'instruction ont toutes été levées.

Une vigilance particulière devra être apportée tout au long du projet, compte tenu du partenariat qui mobilise majoritairement les mêmes structures que pour le projet SIA-REMU (Interreg V 2014-2020) ; projet qui avait fait face à des difficultés au sein du consortium et pour lequel une sous-réalisation de 60% avait été observée. Des garanties ont été demandées aux porteurs de projet qui a fourni un argumentaire satisfaisant à ce stade. Nonobstant, le projet requerra une attention particulière dans son suivi et ses réalisations.

Synthèse des notes : 64.75/100

Côté Suisse

Les éléments complémentaires ont été transmis aux services métiers concernés.

Les cantons de Neuchâtel et Vaud ont confirmé que les compléments apportés levaient les réserves des services-métiers. Le canton de Vaud a toutefois conditionné son soutien à une association étroite de l'Office du médecin cantonal. Le canton de Neuchâtel ainsi que les fonds privés des HUG ont confirmé leurs cofinancements.

Les cantons de Genève et de Vaud doivent encore confirmer formellement leurs cofinancements.

Le budget côté suisse a été légèrement adapté du fait de l'ajout de l'UNINE comme partenaire afin de satisfaire les réserves des services métiers et le plan de financement légèrement adapté en fonction des montants des cofinancements.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
28.75	37.71	36.00	35.00	34.37



AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Favorable
Avis du pré-comité sur le dossier	Favorable avec réserves

Côté Français :

À la suite du pré-comité, des compléments ont été demandés au porteur concernant les points ci-après :

- L'absence de partenariat avec l'ARS BFC, en charge de l'organisation des soins, qui remet en cause une suite opérationnelle aux résultats du projet ;
- L'absence d'intégration d'un établissement situé sur le territoire de l'ex-Bourgogne dans le projet, et qui semble nécessaire afin de traiter le sujet à l'échelle régionale ;

Pour y répondre, le porteur nous a transmis :

- Un courrier de l'ARS pour signifier son intérêt pour le projet et sa participation aux Comités de pilotage.
- L'association d'un établissement de l'ex-Bourgogne ; le porteur indique que le CHU de Dijon a manifesté de l'intérêt pour le projet et précise que le responsable du service du département universitaire de médecine d'urgence (DUMU), Dr M. Pascal Incagnoli, est très favorable pour intégrer le groupe de pilotage du projet GESICA.
- Un argumentaire détaillé dans lequel il explique les procédures et démarches engagées pour les autorisations CNIL et le respect de la RGPD.

Côté Suisse :

À la suite du pré-comité, le porteur a été invité à se prononcer sur les réserves et remarques suivantes :

- L'accès aux données en Suisse est très différent et moins centralisé qu'en France et les compétences et connaissances des systèmes de surveillance dans le domaine des soins du côté suisse semblent insuffisantes. Il sera nécessaire que le porteur indique quelles solutions sont envisagées pour l'accès aux données ainsi que pour surmonter les problématiques liées aux modes d'agrégation actuels.
- Le projet doit impliquer des épidémiologistes spécialisés en maladies transmissibles ainsi que des experts en systèmes de surveillance.
- Le lien entre le projet et les nouvelles stratégies de surveillances suisses et autres développements fédéraux doit être explicité.
- Le porteur a indiqué avoir eu un retour positif de l'UNINE afin d'inclure les compétences en éthique et ontologie de cette institution. Il s'agira de confirmer la nature et la forme que prendra cette implication.
- Il serait intéressant de comprendre quels seraient les revenus potentiels de la mise à disposition de la solution à d'autres acteurs et à qui appartiendront les solutions développées ?

Finalement, le porteur a été prié de s'enquérir auprès des cantons de leur potentielle participation financière au regard des réponses apportées aux compléments demandés. Si besoin, il s'agira d'adapter le projet en conséquence, notamment le budget et le plan de financement. Ensuite, les confirmations formelles des co-financements devront être acquises au plus tard la veille du comité de programmation du 28 novembre.



COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté Français :

Le porteur a fourni des éléments complémentaires attestant des démarches entreprises pour le respect des règlements RGPD et des protocoles d'accès aux données. Des lettres et attestations de soutien de la part de l'ARS BFC et du CHU de Dijon ont également été transmises. L'intégration de ces deux entités permettra de donner un rayonnement au projet sur l'ensemble de la région BFC. Elles seront également parties prenantes dans les comités de pilotage, et apporteront une plus-value dans la gouvernance du projet par leur expertise dans le domaine de la santé.

Côté Suisse :

Le porteur a fourni des éléments complémentaires afin de répondre aux réserves et demandes de complément des services-métier :

- Les systèmes de collecte de données sont bien connus du porteur de même que les difficultés liées à leur obtention auprès de certaines structures. Dans l'ensemble, le porteur est confiant quant à l'accessibilité des données côté suisse ainsi que de leur degré d'homogénéité.
- La Pre. Olivia Olivia Keiser (<https://scholar.google.com/citations?hl=en&user=9t4euTzlZukC>) a rejoint le projet. Son équipe, basée à l'Institut de Santé Global de l'Université de Genève, est spécialisée dans l'épidémiologie et la surveillance des maladies infectieuses. Cela permettra de s'assurer de compétences suffisantes dans le domaine.
- Le porteur a confirmé tenir compte des nouvelles stratégies de surveillance en Suisse ainsi que des derniers développements fédéraux sur le sujet.
- L'UNINE a intégré le projet comme partenaire et valorisera ses prestations. Cela permet d'inclure les compétences en éthique et ontologie développées à l'Université de Neuchâtel.

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

Mme LEFEVRE présente le projet GESICA, qui est classé dans la priorité 2 sous l'objectif spécifique 1.1 portant sur le développement et l'amélioration des capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe. D'une durée de 2,5 ans à compter de septembre 2024, et jusqu'en février 2027, il vise à créer un logiciel permettant la prédiction de situations sanitaires exceptionnelles, telles que le COVID-19. Ce projet compte 10 partenaires : 4 en France, dont l'Université de Franche-Comté en tant que chef de file, le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Besançon, l'Hôpital Nord Franche-Comté de Belfort et l'entreprise ISYCARE TECHNOLOGY Belfort, et 6 en Suisse, dont les Hôpitaux Universitaires de Genève en tant que chef de file, l'Université de Genève, le HEIG-VD, le Centre Hospitalier Universitaire Vaudois, l'Université de Neuchâtel et l'entreprise TECHWAN SA.

Ce projet s'inscrit en continuité du projet SIA-REMU financé dans le cadre de la programmation 2014-2020, qui visait la création d'un logiciel d'aide à la régulation des urgences hospitalières. L'ambition du projet GESICA est de recueillir les données des organismes partenaires afin de proposer des scénarii probables visant l'amélioration de l'efficacité des gestions de situations de crise. Il comporte 3 étapes :

- Caractérisation du système : il s'agit de définir les variables tout en collectant les signaux et données relatives à chaque typologie de SSE.
- Conception du système : alimenté par les données de la pandémie de COVID 19 en premier lieu ; puis grâce aux données collectées et analysées, le système GESICA sera capable de fournir une réponse adaptée et efficiente à chaque type de SSE.
- Développement du système : le système GESICA permettra, une fois mis en œuvre, de simuler des situations critiques à moyen/long terme ; grâce à l'intégration de données des services d'urgence, le système s'alimentera et pourra offrir une aide à la prise de décision en matière de politiques de santé publique à l'échelle du territoire.



Parmi les résultats attendus peuvent être notés le renforcement du territoire franco-suisse en tant que pôle d'excellence de santé publique et la consolidation de la coopération transfrontalière grâce à l'identification des défis et des obstacles pouvant entraver cette coopération entre les autorités de santé publique des deux côtés de la frontière. Le budget global est de 2,5 millions, dont, pour la partie française, un peu moins de 1,5 million d'euros et 73,49 % de FEDER, sans cofinancement.

Mme JOHNER expose le budget suisse, pour un total de 999 679,29 francs suisses composé à 38 % d'auto-financement, à 34 % de NPR fédéral, 20 % de cofinancement public, réparti entre les cantons de Genève, de Neuchâtel et de Vaud, et 8 % de fonds privés HUG. Le dossier d'instruction est complet et conforme à la loi fédérale sur la NPR, par la mise en réseau de collaborateurs en vue du renforcement de leurs connaissances mutuelles et par la prévision de retombées économiques à long terme pour les partenaires du projet, via la diffusion ultérieure de l'outil ainsi créé. Le porteur du projet a apporté les compléments nécessaires à la levée des réserves formulées par les avis métiers. Toutefois, un point d'attention doit être conservé, en la demande du canton de Vaud de conserver l'association étroite de l'office du médecin cantonal. Le plan de financement est stabilisé.

Mme LEFEVRE indique que le dossier d'instruction est complet de son côté français également, et rappelle que le chef de file français, l'Université de Franche-Comté, est habitué du programme et des financements européens. Elle confirme que le porteur a fourni les justificatifs nécessaires à la satisfaction du point de vigilance que constituait l'adéquation du projet à la RGPD. L'ARS et le CHU de Dijon ont confirmé soutenir le projet et être associés au futur comité de pilotage, répondant à la réserve émise par l'avis métier de la DTN de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Mme JOHNER rapporte un avis favorable du canton de Genève et favorable sous réserves, désormais levées, des cantons de Neuchâtel et de Vaud, une note des avis métiers français de 29,75, une note des avis métiers suisses de 37,71, une note du secrétariat conjoint français de 36 et une note du secrétariat conjoint suisse de 35, pour une moyenne de 34,37. Le pré-comité du 26 septembre 2024 a émis un avis favorable sous réserves.

En l'absence de remarque de la part des membres du Comité, les co-présidents de séance valident la sélection de l'opération.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024

Favorable

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

MAOTIAL

IDENTIFICATION

Nom du projet		Procédé industriel d'oxydation micro-arc (MAO) pour le traitement en série des composants en aluminium et titane (MAOTIAL)	
Identifiant SYNERGIE		20921	
Nom du chef de file FR		Université de Technologie de Belfort-Montbéliard	
Nom du chef de file CH		HAUTE ÉCOLE ARC INGÉNIERIE	
Durée du projet	Date de démarrage	01-09-2024	Nombre de mois
	Date d'achèvement	31-08-2026	24
Priorité du programme		P2 : Développer une économie plus innovante, plus compétitive, plus attractive, d'un point de vue social, environnemental et technologique pour le territoire	
Objectif spécifique du programme		OS RSO1.1 : Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	24/02/2024	16/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
Université de Technologie de Belfort-Montbéliard	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	FRANCE	Franche-Comté	Territoire de Belfort
ANOMAX SAS	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	FRANCE	Rhône-Alpes	Haute-Savoie
HAUTE ÉCOLE ARC INGÉNIERIE	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	SUISSE	Espace Mittelland	Neuchâtel
COLORAL SA	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	SUISSE	Espace Mittelland	Neuchâtel



RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet MAOTIAL a pour objet d'ajuster et optimiser la technologie MAO (Micro-Arc Oxidation) afin de l'adapter au mieux aux besoins spécifiques des deux partenaires industriels de ce projet. Pour le premier, Anomax, ce procédé sera plutôt axé sur des pièces d'aluminium fonctionnelles entrant dans la fabrication d'éléments automobile tels que les pistons de moteur. Pour le second, Coloral, sur des pièces de titane destinées à l'industrie du luxe et à l'horlogerie telles que des cadrans de montre. Le traitement MAO sera développé à l'échelle laboratoire puis transféré à un niveau supérieur, sur une machine pilote pour valider ce procédé sur des séries restreintes de pièces correspondant à une échelle semi-industrielle.

Actions principales

Le projet MAOTIAL projet se déroule en deux phases :

WP1 : Développement laboratoire

- Développement du procédé MAO au laboratoire sur des pièces de test en alliages d'aluminium et de titane, puis sur des pièces réelles compatibles avec les capacités de traitement du système laboratoire.
- Caractérisation des revêtements épaisseur des couches obtenues, leur structure, dureté, rugosité de surface, de résistance à l'usure et à la corrosion, coefficient de frottement, couleur, etc.

WP2 : Transfert de technologie et validation industrielle

- Transfert du procédé MAO à l'échelle semi-industrielle appliqué à des pièces réelles industrielles en série limitée.
- Tests d'application, Evaluation des conditions de transfert de la technologie à des fins de production en grande série chez les partenaires industriels.

Résultats attendus

Ce projet doit permettre aux deux PME impliquées de se familiariser avec la technologie MAO et de pouvoir l'appliquer par la suite industriellement au traitement de pièces destinées à leurs clients respectifs. Pour Coloral, il s'agit principalement de pièces d'alliages base titane pour le secteur du luxe, notamment horloger. Quant à Anomax, l'objectif visé est le traitement de pièces techniques en alliage d'aluminium destinées au secteur d'automobile.

**RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX**

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.02€	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	341 642,97	341 573,80	683 216,77
En CHF	335 151,75	335 083,90	670 235,65
%	50.01 %	49.99 %	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	120 494,59	253 986,00
Frais de bureau et administratifs	18 074,19	38 097,90
Frais de déplacement et d'hébergement	18 074,19	4 000,00
Frais liés au recours à des compétences et services externes	140 000,00	10 000,00
Dépenses d'équipement	45 000,00	29 000,00
Dépenses d'infrastructures et travaux	0,00	0,00
Contributions en nature	0,00	0,00
Total des dépenses	341 642,97	335 083,90
%	50.01 %	49.99 %

**PLAN DE FINANCEMENT**

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	68 328,59	20.00	67 016,78	20.00
Université de Technologie de Belfort-Montbéliard	52 822,90	15.46	0,00	0.00
ANOMAX SAS	15 505,69	4.54	0,00	0.00
HAUTE ECOLE ARC INGENIERIE	0,00	0.00	37 520,20	11.20
COLORAL SA	0,00	0.00	29 496,58	8.80
FEDER	273 314,38	80.00	0,00	0.00
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	134 033,56	40.00
Contreparties publiques	0,00	0.00	134 033,56	40.00
Canton Neuchâtel	0,00	0.00	134 033,56	40.00
Total des financements	341 642,97	50.01	335 083,90	49.99
Total éligible	341 642,97	100.00	335 083,90	100.00



SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France

Le dossier est complet, des pièces complémentaires attendues, notamment au sujet de la commande publique ont été transmises par les porteurs. La coopération entre les partenaires académiques et industriels est démontrée et tangible. Le projet apportera des solutions technologiques en répondant aux besoins réels exprimés par les entreprises. Les cinq avis métiers reçus sont favorables. Le plan de travail a été restructuré pour gagner en lisibilité. L'argumentaire concernant les indicateurs est plus développé. Le régime d'Aides d'État SA.11120 sera appliqué pour l'entreprise Anomax SAS.

Synthèse des notes : 65.75/100

Côté Suisse

Le dossier est complet.

Le canton de Neuchâtel a confirmé son cofinancement et le plan de financement a été stabilisé.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
32.75	50.00	33.00	34.40	37.53

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Favorable
Avis du pré-comité sur le dossier	Favorable

Côté Français :

N/A

Côté Suisse :

Le porteur a été prié de s'enquérir auprès du canton de Neuchâtel de sa potentielle participation financière.

Si besoin, il s'agira d'adapter le projet en conséquence, notamment le budget et le plan de financement. Les confirmations formelles des cofinancements devront être acquises au plus tard la veille du comité de programmation du 28 novembre.

COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté Français :

N/A

Côté Suisse :

N/A



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

Mme MUSSET présente le projet MAOTIAL, qui est classé dans la priorité 2 sous l'objectif spécifique 1.1 portant sur le développement et l'amélioration des capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe. D'une durée de 2 ans à compter du 1^{er} septembre 2024, et jusqu'en août 2026, il a pour objet d'ajuster et optimiser la technologie MAO (Micro-Arc Oxydation) afin de l'adapter au mieux aux besoins spécifiques des deux partenaires industriels de ce projet. Ce projet compte 4 partenaires : 2 en France, dont l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard en tant que chef de file et l'entreprise ANOMAX SAS, et 2 en Suisse, dont la Haute École Arc Ingénierie en tant que chef de file et l'entreprise COLORAL SA. Il dispose de 2 phases :

- Un développement du procédé en laboratoire sur des pièces de test en alliages d'aluminium et de titane ;
- Un transfert de technologie et une validation industrielle.

Parmi les résultats attendus, ce projet doit permettre aux deux PME impliquées de se familiariser avec la technologie MAO et de pouvoir l'appliquer par la suite industriellement au traitement de pièces destinées à leurs clients respectifs. Le budget total est de 683 216 €, réparti à 50 % entre la France et la Suisse, sans cofinancement et avec un taux FEDER à 80 % pour 273 314 €.

Mme JOHNER complète l'exposé en indiquant une hauteur à 20 % d'auto-financement, soit 67 016 francs suisses, le montant restant étant cofinancé part égale par le canton de Neuchâtel et par la NPR fédérale. Le dossier d'instruction est complet pour la partie suisse, et conforme à la réglementation NPR car répondant à des besoins des acteurs et développant une solution applicable ultérieurement à d'autres domaines. Le plan de financement est stabilisé.

Mme MUSSET indique que le dossier d'instruction est également complet pour la partie française. Le chef de file est également habitué de ce type de financement. Les objectifs de l'activité et les résultats escomptés sont cohérents, le budget escompté est proportionnel aux activités prévues, et le plan de travail a été restructuré afin de gagner en lisibilité. La coopération entre les partenaires est démontrée et le projet répond à un besoin réel exprimé par les entreprises, traduisant un projet concret. Les 5 avis métiers sont tous favorables et mettent en lumière les bénéfices du projet et son potentiel.

Mme JOHNER rapporte un avis favorable du canton de Neuchâtel avec la note de 50, qui met en avant la perspective d'amélioration du respect environnemental du projet. La note des avis métiers français est de 32,75, la note des avis métiers suisses de 50, la note du secrétariat conjoint français de 33 et la note du secrétariat conjoint suisse de 34, pour une moyenne de 37,53. Le pré-comité du 26 septembre 2024 a émis un avis favorable.

En l'absence de remarque de la part des membres du Comité, les co-présidents de séance valident la sélection de l'opération.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024

Favorable

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

OPLA

IDENTIFICATION

Nom du projet		Outils Professionnels de Langue Adaptée (OPLA)	
Identifiant SYNERGIE		20907	
Nom du chef de file FR		Université de Franche-Comté	
Nom du chef de file CH		Haute École - ARC	
Durée du projet	Date de démarrage	01-01-2025	Nombre de mois
	Date d'achèvement	30-09-2027	33
Priorité du programme		P2 : Développer une économie plus innovante, plus compétitive, plus attractive, d'un point de vue social, environnemental et technologique pour le territoire	
Objectif spécifique du programme		OS RSO1.2 : Tirer pleinement parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organisations de recherche et des acteurs publics	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	26/02/2024	19/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
Université de Franche-Comté	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	FRANCE	Franche-Comté	Doubs
Haute Ecole-ARC	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	SUISSE	Espace Mittelland	Neuchâtel
ERDIL	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	FRANCE	Franche-Comté	Doubs
HES-SO Valais Wallis	Institut d'enseignement supérieur et de recherche	Public	SUISSE	Région lémanique	Valais
HEP-BEJUNE	Centre de formation, d'enseignement et école	Public	SUISSE	Espace Mittelland	Bern



RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet OPLA (Outils Professionnels de Langue Adaptée) vise à développer une méthode innovante pour adapter des textes afin de surmonter les barrières linguistiques. Ce projet offre des solutions pour améliorer la compréhension et l'accès à l'information, facilitant ainsi l'intégration en divers domaines tels que l'éducation, le tourisme et la santé. Ses composants sont intégrables à diverses applications, encourageant la création et la modernisation d'outils linguistiques. Ainsi, OPLA permettra aux professionnels d'analyser et enrichir tout type de contenu textuel de manière à le rendre plus accessible ou à en faciliter la compréhension.

L'expertise des acteurs académiques et la réflexion sur leur complémentarité représentent un niveau de qualité important, le projet sera porté par des experts qui allie la compétence linguistique, informatique et intelligence artificielle.

Actions principales

Le projet se déroulera en plusieurs étapes :

- Co-conception avec les acteurs du réseau de terrain : analyser les usages et tendances des différents utilisateurs professionnels du réseau (éducation, enseignement spécialisé, thérapeute, référents etc...), définir les besoins et adapter les solutions et leurs formes ;
- Développement d'une méthode d'analyse de texte : évaluer la difficulté des textes selon certains critères pour créer une méthode d'analyse ;
- Création et test des solutions métier : mettre en œuvre et développer l'outil sous la forme d'une plateforme self-service pour l'analyse et l'annotation de contenus textuels et publiés en open-data ;
- Expérimentation et partage des résultats avec les acteurs du réseau : tester les solutions, animer le réseau et diffuser les résultats du projet.

Résultats attendus

OPLA va permettre aux administrations publiques et leurs partenaires de proposer des textes rédigés en langage simplifié ou FALC (Facile A Lire et à Comprendre) sur leurs supports de communication.

Il va également permettre le rapprochement d'équipes de recherche en favorisant des partenariats publics et privés et renforcera l'excellence du territoire franco-suisse sur la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organisations de recherche et des acteurs publics. Le projet vise à consolider la coopération, créer un réseau d'acteurs intéressés et établir des liens professionnels et industriels durables pour améliorer les compétences, favoriser les savoir-faire et adapter le tissu industriel des métiers des langues et métiers connexes.

Un projet de pôle interrégional sera créé pour renforcer les liens à long terme.

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.03 €	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	748 096,19	790 344,33	1 538 440,525
En CHF	725 653,30	766 634,00	1 492 287,30
%	48.63 %	51.37 %	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	570 016,07	620 000,00
Frais de bureau et frais administratifs	85 502,41	92 999,99
Frais de déplacement et d'hébergement	85 502,41	25 234,01
Frais liés au recours à des compétences et à des services externes	5 611,30	28 400,00
Dépenses d'équipement	1 464,00	0,00
Dépenses d'infrastructures et travaux	0,00	0,00
Contributions en nature	0,00	0,00
Total des dépenses	748 096,19	766 634,00
%	48.63 %	51.37 %



PLAN DE FINANCEMENT

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	149 619,24	20.00	153 329,00	20.00
Université de Franche-Comté	104 184,24	13.93	0,00	0.00
ERDIL	45 435,00	6.07	0,00	0.00
HEP-BEJUNE	0,00	0.00	33 846,00	4.41
HES-SO Valais Wallis	0,00	0.00	44 085,00	5.75
Haute Ecole - ARC	0,00	0.00	75 398,00	9.84
FEDER	598 476,95	80.00	0,00	0.00
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	253 653,00	33.09
Contreparties publiques	0,00	0.00	253 652,00	33.09
Canton Berne	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Fribourg	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Genève	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Jura	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Neuchâtel	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Valais	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Canton Vaud	0,00	0.00	36 236,00	4.727
Contreparties privées	0,00	0.00	106 000,00	13.82
Association Doxilog	0,00	0.00	3 750,00	0.49
Boomerang Marketing SA	0,00	0.00	20 250,00	2.64
Editions la Valsainte	0,00	0.00	40 000,00	5.22
Croix Rouge fribourgeoise	0,00	0.00	8 000,00	1.04
Plein Accès Suisse	0,00	0.00	18 000,00	2.35
EdelCert	0,00	0.00	8 000,00	1.04
SucréSalé Coopérative	0,00	0.00	8 000,00	1.04
Total des financements	748 096,19	48.63	766 634,00	51.37
Total éligible	748 096,19	100.00	766 634,00	100.00



Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France :

Des ajustements restent en suspens.

Synthèse des notes : 63,08/100

Côté Suisse :

Le projet ne pourra être soutenu au vu des différents retours des cantons ainsi que de son manque de compatibilité avec la NPR.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
28	-	28	24.40	

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Présenté au Comité de suivi en l'état
Avis du pré-comité sur le dossier	Avis défavorable

Côté Français :

Avis favorable avec quelques réserves notamment sur l'évolution rapide de l'IA qui conduira à des réglementations futures. Également, quelques réserves supplémentaires sur les retombées économiques éventuelles du projet même si celui-ci pourra permettre la création d'emplois.

Côté Suisse :

À la suite du pré-comité, il a été partagé avec le porteur les éléments suivants :

- Le descriptif des actions est, à ce stade, très théorique et il est difficile d'identifier la cohérence entre les workpackages, le public-cible, le domaine d'application principal ainsi que la plus-value par rapport à d'autres services déjà existants. Il a donc été jugé que le projet ne répondait pas à un besoin spécifique et concret du territoire.
- La chaîne de valeur économique de ce projet est lacunaire. D'une part, il manque des acteurs intermédiaires entre les acteurs académique (surreprésentés) et les acteurs de l'Édition (donneurs d'ordre), qui pourraient développer une solution digitale et l'exploiter à plus large échelle avec une plus-value pour le territoire. D'autre part, les collaborations entre les acteurs académiques et les acteurs de l'Édition sont plutôt diffuses. Considérant la multitude de partenaires et d'intérêts présents, un risque important a été identifié pour le pilotage. Les services-métier ne sont ainsi pas convaincus sur la plausibilité de la pérennisation et de la plus-value économique et collaborative de ce projet.

Conjointement :

Les porteurs ont été notifiés que le projet serait présenté en l'état au Comité de Suivi avec un avis défavorable du pré-comité.



COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté Français :

Aucun complément

Côté Suisse :

n/a

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

M. NOCHER et Mme VERMOT présentent le projet OPLA, qui est classé dans la priorité 2 sous l'objectif spécifique 1.1 visant à tirer pleinement parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organisations de recherche et des acteurs publics. D'une durée de 2 ans et 9 mois à compter du 1^{er} janvier 2025, et jusqu'en septembre 2027, il vise à développer une méthode innovante pour adapter des textes afin de surmonter les barrières linguistiques. Ce projet compte 5 partenaires : 2 en France, dont l'Université de Franche-Comté en tant que chef de file et l'entreprise ERDIL, et 3 en Suisse, dont la Haute École ARC en tant que chef de file, HES-SO Valais Wallis et HEP-BEJUNE. Il dispose de 4 phases :

- une analyse des usages et tendances des différents utilisateurs professionnels du réseau (éducation, enseignement spécialisé, thérapeute, référents, etc.), définir les besoins et adapter les solutions et leurs formes ;
- le développement d'une méthode d'analyse de texte, par l'évaluation de la difficulté des textes selon certains critères pour créer une méthode d'analyse ;
- la création et le test des solutions métier, en mettant en œuvre et en développant l'outil sous la forme d'une plateforme self-service pour l'analyse et l'annotation de contenus textuels et publiés en open-data ;
- une expérimentation et un partage des résultats avec les acteurs du réseau, par le test des solutions, l'animation du réseau et la diffusion des résultats du projet.

Parmi les résultats attendus, se trouvent un rapprochement d'équipes de recherches, renforçant l'excellence du territoire franco-suisse sur la numérisation au bénéfice des acteurs publics et privés, l'opportunité offerte aux administrations publiques et à leurs partenaires de disposer de textes en langage simplifié, ou FALC – pour Facile À Lire et à Comprendre – et la création d'un réseau d'acteurs durable favorisant les savoir-faire. Le budget global du projet est de 1,5 million d'euros, dont 48,63 % pour la part française et 80 % de FEDER, soit 598 476,95 €.

M. QUADRONI détaille le budget suisse du projet, qui comporte 20 % d'autofinancement, 33% de financement fédéral, 33 % de financement cantonal (émanant des 7 cantons), et 14 % de contributions privées. Après discussions, tous les cantons, au sein de la CRI, ont émis un avis défavorable, regrettant une approche trop théorique, un manque de cohérence, une redondance avec des offres préexistantes et un manque de réponse à un besoin territorial identifié. Les critères d'ouverture de l'innovation aux acteurs privés du marché, imposés par la réglementation relative à la NPR, ne semblent pas respectés.

M. NOCHER et Mme VERMOT rapportent un avis également défavorable du pré-comité du 26 septembre 2024. Le chef de file français s'est montré réactif et diligent, témoignant son habitude des financements européens, et aucun élément n'est à signaler, excepté une légère difficulté de concordance des pièces justificatives de la société ERDIL. Ils indiquent la présence de 3 avis métiers favorables côté français, dont 1 sous réserve de clarification des retombées économiques et de vigilance quant à l'évolution de la technologie et des réglementations relatives à l'IA.

M. BEAUPAIN regrette de ne pas disposer des décisions détaillées des instances suisses, et juge anormale la fourniture d'un seul résumé succinct.

M. QUADRONI indique que les avis métiers disponibles figurent sur le drive et que la majorité des cantons ont peiné à identifier les services compétents sur le domaine, signe de difficultés à l'identification et à la matérialisation de la finalité du projet. Il explique que l'avis rendu reflète un consensus mûrement élaboré au sein de la CRI.



M. GROSJEAN ajoute que le manque d'identification des services concernés s'est doublé d'un manque d'identification des territoires réellement concerné, ayant abouti à la proposition que ce soit la CRI qui rende un avis étayé et justifié sur une base commune. L'absence d'avis séparés reflète l'absence d'entrée en matière technique et un avis défavorable rendu dès l'analyse des critères NPR.

M. BOLZANI suppose une interrogation du comité quant à l'unanimité des avis défavorables suisses et l'unanimité des avis favorables français, reconnaissant s'être lui-même étonné de ce point lors du pré-comité correspondant au dossier. Il explique, pour le canton de Genève qu'il représente, ne jamais avoir eu de sentiment d'engagement des porteurs de projet, et ne pas avoir reçu de contact de leur part, traduisant l'absence d'ancrage territorial du projet.

Mme GRUBER abonde dans le sens de MM. BOLZANI, GROSJEAN et QUADRONI, et témoigne d'un sentiment partagé par tous les cantons concernés.

Mme la Présidente s'étonne du fait que les représentants des cantons ne semblent pas avoir eux-mêmes cherché à contacter le porteur du projet, en dépit de la présence manifeste d'interrogation de leur part.

Mme GRUBER reconnaît la possibilité d'imperfections ou de manque d'engagement. Elle soulève l'hypothèse d'un mauvais pressentiment face à ce dossier et rappelle que l'ensemble des cantons sollicités ont eu une réaction similaire.

M. BOLZANI répond qu'une telle pro-action n'est pas du rôle des cantons. Il reconnaît de pas avoir été particulièrement diligent sur ce projet, mais juge que le sentiment d'investissement du porteur doit, en premier lieu, provenir de ce dernier.

Mme GASSER enjoint les porteurs du projet, dans l'hypothèse où leur motivation est réelle, à déposer de nouveau un dossier.

M. BRIDIER cite l'exemple du projet CaDyCO, qui a été retenu au cours de la programmation 2014-2020 après une troisième candidature. Cet aboutissement témoigne non seulement de la persévérance et de la motivation des porteurs du projet, mais aussi de la pertinence et de l'importance de leur initiative. Leur engagement constant et leur détermination à faire aboutir ce projet qui reflètent un réel besoin.

M. BOLZANI remarque que ledit projet avait été porté par un acteur convaincu et particulièrement investi, en collaboration étroite et régulière avec les services, contrairement au présent projet OPLA.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024

Défavorable



Héritage Léman

IDENTIFICATION

Nom du projet		Héritage Léman	
Identifiant SYNERGIE		20910	
Nom du chef de file FR		Aftermedia France	
Nom du chef de file CH		Fondation Autrefois Genève	
Durée du projet	Date de démarrage	01-12-2024	Nombre de mois
	Date d'achèvement	31-12-2026	25
Priorité du programme		P4 : Soutenir les secteurs du tourisme et de la culture	
Objectif spécifique du programme		OS RSO4.6 : Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	23/02/2024	19/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
Aftermedia France	PME (micro, petite, moyenne entreprise)	Privé	FRANCE	Rhône-Alpes	Haute-Savoie
Fondation Autrefois Genève	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	SUISSE	Région lémanique	Genève



RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet Héritage Léman souhaite renforcer l'attractivité touristique et la coopération transfrontalière dans la région lémanique, en proposant aux acteurs du tourisme une nouvelle offre de contenus adaptés aux nouvelles exigences, aux besoins et aux attentes des touristes, particulièrement au lendemain de la crise covid.

Actions principales

Pour ce faire, les actions principales du projet se dérouleront en trois temps :

- La collecte de témoignages auprès des acteurs locaux en utilisant notamment les archives numériques et audiovisuelles à disposition pour alimenter la plateforme digitale DIAZ -plateforme dédiée à la mémoire du Léman. Il s'agit de constituer une cartographie patrimoniale d'intérêt touristique inédite pour le territoire ;
- La création et la production de contenus sur des sujets prédéfinis tels que la gastronomie, l'architecture, le patrimoine naturel (montagnes, lacs...) pour mettre en avant les richesses de la région lémanique ;
- La valorisation des contenus créés par le biais d'évènements ainsi que la mise en œuvre d'une campagne de valorisation en collaboration avec les acteurs économiques et culturels du territoire. Ce travail de valorisation aboutira à la mise à disposition des contenus à l'ensemble des acteurs ;

Résultats attendus

Résultats attendus et impacts sur la région transfrontalière :

- Création d'un espace ressources dédié à la Mémoire du Léman sur la plateforme digitale DIAZ, espace qui sera mis à disposition des acteurs de la promotion du tourisme et de l'économie de la région du Léman ;
- Création de nouveaux contenus audiovisuels utiles à la promotion patrimoniale et touristique (adaptation aux supports de communication digitaux et aux usages) avec une possibilité de rayonnement élargie ;
- Partage d'expertise et de réseaux de diffusion entre la France et la Suisse pour améliorer les compétences des acteurs en promotion touristique ;
- Promotion du tourisme toute l'année pour tous les publics grâce à la valorisation du patrimoine local.

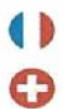


RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.019 €	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	196 000,00	285 423,04	481 423,04
En CHF	192 276,60	280 000,00	472 276,00
%	40.71 %	59.29%	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	140 000,00	173 640,00
Frais de bureau et frais administratifs	14 000,00	26 046,00
Frais de déplacement et d'hébergement	14 000,00	8 314,00
Frais liés au recours à des compétences et à des services externes	14 000,00	48 000,00
Dépenses d'équipement	14 000,00	24 000,00
Dépenses d'infrastructures et travaux	0,00	0,00
Total des dépenses	196 000,00	280 000,00
%	40.71 %	59.29 %

**PLAN DE FINANCEMENT**

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	56 000,00	28.57	75 000,00	26.79
Aftermedia France	56 000,00	28.57	0,00	0.00
Fondation Autrefois Genève	0,00	0.00	75 000,00	26.79
FEDER	140 000,00	71.43	0,00	71.43
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	95 000,00	33.93
Contreparties publiques	0,00	0.00	70 000,00	25.00
Canton Genève	0,00	0.00	50 000,00	17.86
Canton Vaud	0,00	0.00	20 000,00	7.14
Contreparties privées	0,00	0.00	40 000,00	14.29
Club Alpin	0,00	0.00	10 000,00	3.57
Crepa	0,00	0.00	10 000,00	3.57
Genève Tourisme	0,00	0.00	5 000,00	1.79
Médiathèque du Valais	0,00	0.00	10 000,00	3.57
Vaud Promotion	0,00	0.00	5 000,00	1.79
Total des financements	196 000,00	38.54	280 000,00	59.29
Total éligible	196 000,00	100.00	280 000,00	100.00



SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France

RAS.

Les compléments apportés par le porteur ont permis de lever les réserves qui avaient été formulées par les services métier.

Dans l'ensemble le projet est bien construit, les actions prévues sont cohérentes par rapport au budget prévisionnel.

Synthèse des notes : 70.63/100

Côté Suisse

Les éléments complémentaires ont été transmis aux services métiers concernés.

Concernant la comptabilité NPR, l'association formelle des acteurs touristiques permettra de prouver la plus-value de cette nouvelle offre. Il s'agira également de procéder à un suivi minutieux de la mise en œuvre du projet afin de s'assurer que la ligne éditoriale définie répond aux besoins des acteurs du monde du tourisme et du territoire.

Le canton du Valais note que les acteurs valaisans du tourisme ne sont toujours pas associés de manière suffisamment forte au projet et a informé ne pas être en mesure de cofinancer le projet. Un retour formel doit encore être finalisé.

Les cantons de Vaud et Genève doivent encore confirmer la levée de leurs réserves ainsi que leurs cofinancements respectifs. Le plan de financement doit être stabilisé d'ici le comité de suivi.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
29.38	16.70	43.75	27.50	31.50

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Favorable avec réserves
Avis du pré-comité sur le dossier	Favorable avec réserves

Côté Français :

À la suite du pré-comité, il a été attendu du porteur d'associer à la dynamique du projet des acteurs du secteur culturel français. En effet, l'absence de partenaires culturels français impliqués dans de précédents projets Interreg par exemple, et notamment les acteurs locaux des archives patrimoniales comme la Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain ou la Cinémathèque Suisse (vente d'images) remettent en cause la pertinence du projet pour le territoire, la dimension culturelle paraissant, de fait, sous-exploitée.

Des compléments ont donc été demandé au porteur pour répondre à ces remarques.



Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

Côté Suisse :

À la suite du pré-comité, le porteur a été invité à se prononcer sur les réserves et remarques suivantes :

- Un projet portant sur la thématique touristique et visant à développer un produit spécifique destiné des acteurs du monde du tourisme devrait être porté par un partenariat transfrontalier plus solide et structuré. À l'heure actuelle, certains acteurs touristiques ont manifesté leur intérêt et leur volonté de cofinancer le projet. Or, ils ne sont pas inclus ni la définition, ni dans le choix des sujets de la ligne éditoriale du projet ce qui rend difficile d'évaluer si le projet répond à un besoin du territoire et si les résultats produits seraient utilisés. Le porteur est invité à partager toutes les lettres de co-financements et de mettre en exergue comment le pilotage stratégique, la gouvernance, la ligne éditoriale et les relations avec les acteurs du tourisme seront organisés.
- Se pose également l'association des acteurs touristiques français. Les inclure permettrait de mieux saisir la cohérence des liens et synergies des deux côtés de la frontière, ainsi que le périmètre de coopération transfrontalière lié à ce projet. En effet, à ce stade, il est difficile de se rendre compte des lieux qui seront mis en avant. Le projet nécessite donc d'être plus clairement défini en termes de lieux ainsi que de partenariat.
- La démarche prévue dans le cadre du projet ne se distingue pas par son aspect innovant et il est également difficile de saisir quelles seront les retombées économiques pour le territoire ou de comprendre comment seront pérennisés les actions du projet et les emplois à la suite des financements NPR. Le porteur a été invité à clarifier quelles seront les conditions d'utilisation des vidéos (gratuite, droit...) pour les acteurs touristiques.

Finalement, le porteur a été prié de s'enquérir auprès des cantons de leur potentielle participation financière au regard des réponses apportées aux compléments demandés. Si besoin, il s'agira d'adapter le projet en conséquence, notamment le budget et le plan de financement. Ensuite, les confirmations formelles des co-financements devront être acquises au plus tard la veille du comité de programmation du 28 novembre.



Interreg

France – Suisse



Cofinancé par
l'Union Européenne

COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté Français :

La structure cheffe de file française Aftermedia a fourni des éléments en réponse aux réserves émises sur le projet :

Le porteur a transmis un mail de soutien au projet de l'Agence Savoie-Mont-Blanc et indique que les acteurs du tourisme français sont associés au projet, notamment grâce à l'agence Savoie Mont-Blanc pour la diffusion des contenus, avec une force de frappe digitale de plus de 1,2 millions d'abonnés, rendant la destination montagne première mondiale sur les réseaux sociaux.

Une lettre de Jacques Depeyre, Président, attestant le soutien de la cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain (CPSA) au projet Héritage Léman, avec la mise à disposition d'images a également été transmise.

En complément, le porteur a fourni un argumentaire qui précise que le périmètre du projet a été défini en fonction des cantons et départements qui entourent le lac Léman à savoir la Haute Savoie, Genève, Vaud et Valais. L'Ain a été sollicité mais ne participera pas au projet.

Lors des Comités de pilotage, qui se réuniront deux fois par année afin d'assurer la bonne conduite du projet, le porteur indique intégrer tous ses partenaires ainsi que les représentants des 3 cantons, la Médiathèque du Valais, le CREPA, Vaud Promotion, Genève Tourisme, la CGN, la cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain, l'agence Savoie Mont-Blanc et un représentant du conseil départemental de la Haute-Savoie. Des réponses d'autres acteurs touristiques du territoire restent en attente au regard de la validation du projet (Hôtel Hermitage, Destination Léman, entre autres.)

D'autres structures de la promotion du tourisme, comme Highlights Geneva sur les conseils de Genève tourisme, ont été approchées et seront invitées à l'événement clôturant le projet en 2025.

Cet événement consistera à réunir les acteurs de l'économie du tourisme local (une quarantaine environ, liste résultant du projet Interreg 2014-2020 "Objectif Découverte Léman") pour leur présenter la plateforme Héritage Léman.

Cette présentation sera suivie d'une projection des différentes capsules. Ces capsules vidéo tournées dans le cadre du projet Héritage Léman, financées par des fonds publics seront mis à disposition des acteurs de la promotion du territoire transfrontalier gratuitement et libre de droits.

Par la suite, le modèle sera mis en place pour élargir la collecte des archives du territoire transfrontalier à d'autres acteurs (à l'image des acteurs de l'agriculture pour les produits du territoire et de la viticulture, etc.) pour collecter, protéger et valoriser leurs archives.

La dimension transfrontalière du projet réside dans la production de contenus à forte valeur ajoutée grâce aux images d'hier et d'aujourd'hui ainsi qu'aux témoignages.

Un des objectifs d'Héritage Léman est de raconter des histoires partagées propres au territoire transfrontalier et à ses spécificités afin de renforcer son identité. A titre d'exemple, des coopérations ont eu lieu par le passé entre les membres éminents de la Section genevoise du club alpin Suisse et de grands alpinistes de la région du Mont-Blanc donnant naissance au Club alpin français. Ce sont ces histoires partagées, ces coopérations, ces grandes découvertes, ces anecdotes qui seront racontées dans les capsules vidéo.

Le porteur ajoute que le projet "Héritage Léman" suscite un véritable intérêt auprès de acteurs de l'économie du tourisme tels que Vaud Promotion, la Médiathèque du Valais en collaboration avec les acteurs du tourisme du Valais, Genève Tourisme ou encore l'agence Savoie Mont-blanc, qui sont "les référents" en termes de promotion de l'activité du tourisme sur le territoire transfrontalier.

Les éléments de réponse transmis par le porteur de projet ont permis de lever les réserves émises dans l'avis proposé en juillet, et d'apporter un avis favorable pour la DRAC.



Interreg

France – Suisse



Cofinancé par
l'Union Européenne

Côté Suisse :

Le porteur a clarifié certaines dimensions du projet, notamment :

- La composition et le rôle du COPIL. Ce dernier se réunira deux fois par année et sera composé des co-financeurs ainsi que d'autres acteurs touristiques du périmètre du projet. Les réunions du COPIL permettront d'affiner les thématiques et de définir une ligne éditoriale en accord avec les besoins des acteurs touristiques.
- Clarification des possibilités de pérennisation du projet ainsi que des modes de diffusion des contenus produits.
- La dimension transfrontalière qui réside dans la production de contenus à forte valeur ajoutée grâce aux images d'hier et d'aujourd'hui ainsi qu'aux témoignages. Un des objectifs d'Héritage Léman est de raconter des histoires partagées propres au territoire transfrontalier et à ses spécificités afin de renforcer son identité.
- L'association d'acteurs touristiques français, notamment grâce à l'agence Savoie Mont-Blanc pour la diffusion des contenus, avec une force de frappe digitale de plus de 1,2 millions d'abonnés, rendant la destination montagne première mondiale sur les réseaux sociaux.
- La mémoire du Léman sera réunie sur une plateforme digitale dédiée (DIAZ). Toutes les vidéos réalisées dans le cadre du projet seront mises à disposition gratuitement des acteurs de l'économie du tourisme et libres de droit, avec l'insertion des codes de communication INTERREG en fin de générique. Par la suite, le modèle économique sera mis en place pour élargir la collecte des archives du territoire transfrontalier à d'autres acteurs (à l'image des acteurs de l'agriculture pour les produits du territoire et de la viticulture, etc), pour collecter, protéger et valoriser leurs archives moyennant un coût défini.

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

Mme LEFEVRE présente le projet Héritage Léman, qui est classé dans la priorité 4 sous l'objectif spécifique 4.6 visant à renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale. D'une durée de 2 ans à compter du 1^{er} décembre 2024, et jusqu'en décembre 2026, il souhaite renforcer l'attractivité touristique et la coopération transfrontalière dans la région lémanique, en proposant aux acteurs du tourisme une nouvelle offre de contenus adaptés aux nouvelles exigences, aux besoins et aux attentes des touristes, particulièrement au lendemain de la crise du COVID19. Ce projet compte 2 partenaires : 1 en France, l'entreprise Aftermedia France, et 1 en Suisse, l'entreprise Fondation Autrefois Genève. Il dispose de 3 phases :

- La collecte de témoignages auprès des acteurs locaux en utilisant notamment les archives numériques et audiovisuelles à disposition pour alimenter la plateforme digitale DIAZ – plateforme dédiée à la mémoire du Léman. Il s'agit de constituer une cartographie patrimoniale d'intérêt touristique inédite pour le territoire ;
- La création et la production de contenus sur des sujets prédéfinis tels que la gastronomie, l'architecture, le patrimoine naturel (montagnes, lacs...) pour mettre en avant les richesses de la région lémanique ;
- La valorisation des contenus créés par le biais d'événements ainsi que la mise en œuvre d'une campagne de valorisation en collaboration avec les acteurs économiques et culturels du territoire. Ce travail de valorisation aboutira à la mise à disposition des contenus à l'ensemble des acteurs ;

Parmi les résultats attendus se trouvent les nouvelles ressources ainsi créées et leur mise à disposition, ainsi que le développement du savoir-faire des acteurs concernés et la promotion du tourisme sur toute l'année et pour tout public. Le budget global est d'environ 500 000 €, dont 39,35 % de financement français, soit 196 000 €, dont 71,43 % de FEDER. Ce montant, inférieur à 200 000 €, bénéficie des options de coût forfaitaire.

Mme JOHNER expose le budget suisse, comprenant 26 % d'autofinancement, 32 % de NPR fédéral, 30,5 % de cofinancement public des cantons de Genève, Vaud et Valais, et 16,9 % de cofinancement privé de divers acteurs du tourisme et de la culture. Le dossier d'instruction suisse est complet et conforme à la réglementation NPR, l'analyse du dossier mettant en exergue une promotion du territoire, au-delà des saisons, sur des thématiques particulières, permettant la création de nouveaux contenus et communications attirant une nouvelle clientèle.



Interreg

France – Suisse



Cofinancé par
l'Union Européenne

Un point d'attention toutefois devra être conservé quant à l'inclusion des actions touristiques au sein du projet et l'adéquation de leurs besoins et des créations du projet. Mme JOHNER précise que le porteur du projet a pu clarifier un grand nombre de points permettant de lever les réserves des services métiers vaudois et genevois, sans toutefois parvenir à lever les réserves valaisannes, en raison de l'absence d'acteur touristique valaisan. Elle annonce que le plan de financement a été redéfini et stabilisé sans financement du canton du Valais avec une diminution CHF 10'000.- du budget total et une augmentation de l'autofinancement de CHF 10'000.- cf. tableaux plan de financement et budget.

Mme LEFEVRE confirme que le dossier d'instruction français est également complet, et précise que, dans le cadre d'un financement inférieur à 200 000 €, seuls les frais de personnel seront soumis à des vérifications. Un avis métier favorable sous réserve a été émis par le service Cinéma, audiovisuel et arts numériques de la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes, soulignant l'absence d'autres acteurs culturels français. La Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain, citée par l'avis métier, sera finalement intégrée au projet, permettant la levée des réserves.

Mme JOHNER rapporte une synthèse des avis métiers français à 29,38, des avis métiers suisses à 16,70, du secrétariat conjoint français à 43,75 et du secrétariat conjoint suisse de 27,50, pour une moyenne totale de 31,50. L'avis du pré-comité du 26 septembre 2024 était favorable sous réserves.



Mme la Présidente demande confirmation que toutes les réserves, excepté celles émises par le canton du Valais, ont pu être levées.

Mme JOHNER répond par l'affirmative, ajoutant que le canton du Valais ne s'oppose toutefois pas à la participation des autres cantons.

M. GROSJEAN confirme l'absence de pièces indiquant la participation d'un acteur touristique valaisan.

M. BOLZANI remarque, pour ce projet, un véritable dialogue, à rebours du dossier précédemment examiné. Il voit en ce projet un exemple emblématique d'un projet au démarrage difficile, corrigé et amélioré par la bonne volonté des acteurs.

En l'absence de remarque de la part des membres du Comité, les co-présidents de séance valident la sélection de l'opération.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024	Favorable
--	------------------



JADE

IDENTIFICATION

Nom du projet		Jardins Associés pour le Développement d'un tourisme scientifique en montagne	
Identifiant SYNERGIE		20890	
Nom du chef de file FR		CREA Mont-Blanc	
Nom du chef de file CH		Fondation Jean-Marcel Aubert	
Durée du projet	Date de démarrage	01-01-2025	Nombre de mois
	Date d'achèvement	30-06-2027	30
Priorité du programme		P4 : Soutenir les secteurs du tourisme et de la culture	
Objectif spécifique du programme		OS RSO4.6 : Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	24/02/2024	18/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
CREA Mont-Blanc	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	FRANCE	Rhône-Alpes	Haute-Savoie
Fondation Jean-Marcel Aubert	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	SUISSE	Région lémanique	Valais

RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet JADE a comme ambition de créer une offre de tourisme durable, scientifique et participative, reliant le jardin botanique alpin de Flore-Alpe à Champex-Lac et le futur jardin pédagogique et scientifique du CREA Mont-Blanc, à l'Observatoire du Mont-Blanc à Chamonix. Les principaux objectifs du projet comprennent la mise en place d'aménagements favorisant l'observation naturaliste en montagne à travers ces jardins, le développement de dispositifs de médiation scientifique partagés, l'élaboration et l'expérimentation d'un itinéraire de randonnée reliant ces deux sites, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de positionnement et de supports de communication pour la valorisation et la promotion de cette offre.

Actions principales

1. Coordination, stratégie et communication

Etablir les bases du projet en assurant une gouvernance adaptée et une visibilité optimale. Cette phase comprend la coordination entre les partenaires et les parties prenantes du projet, ainsi que l'élaboration d'une stratégie globale pour l'offre touristique, à travers plusieurs études qui englobent le positionnement sur le marché touristique, les modalités juridiques de contractualisation et le montage économique du projet. La communication est également incluse : la promotion du projet JADE en tant que tel, celle des jardins comme porte d'entrée à la science participative, et celle de l'itinéraire touristique qui sera créé et testé.

2. Déploiement de la science participative comme outil de médiation et d'amélioration de la connaissance

Visé à garantir la qualité scientifique des contenus proposés, en développant des protocoles adaptés à la mutualisation entre les différents sites. Cette phase comprend l'étude de la transversalité des protocoles, leur intégration sur site le cas échéant et la mise en place d'outils et de supports adaptés.

3. Le jardin comme porte d'entrée à la médiation scientifique en montagne

Visé à créer ou améliorer le volet médiation scientifique des deux jardins concernés, à travers des installations pérennes et/ou des dispositifs mobiles. Cette phase implique des aménagements paysagers conséquents pour l'Observatoire du Mont-Blanc dans la mesure où l'espace est à créer, mais aussi au jardin botanique alpin de Flore-Alpe afin d'harmoniser le discours scientifique ; puis des dispositifs de médiation adaptés seront conçus, fabriqués et implantés in situ.

4. Offre de tourisme scientifique

Consiste à concevoir et tester différents formats pour évaluer leur faisabilité et leur pertinence auprès des publics ciblés. Cela inclut l'animation d'une communauté d'observateurs, la création d'un itinéraire de randonnée pédestre alternatif reliant les différents sites, et la documentation des événements organisés pour produire du matériel de communication.

Résultats attendus

- Une harmonisation de l'offre de science participative grâce à des dispositifs et protocoles scientifiques communs entre les deux régions frontalières et les deux chefs de file ;
- La conception et le test d'une offre de tourisme durable alternative, basée sur un parcours itinérant entre les deux sites ;
- Le développement d'un écosystème d'acteurs locaux, incluant des socio-professionnels, des bénévoles et des habitants, engagés dans une approche scientifique du territoire ;
- La promotion de la visibilité de deux lieux emblématiques à vocation scientifique dans un territoire principalement associé à des pratiques sportives et/ou de loisirs ;
- La création d'outils de communication clairs et attractifs.



RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.02 €	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	373 572,49	254 649,33	628 221,82
En CHF	366 474,61	249 811,00	616 282,61
%	59.47 %	40.53 %	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	188 712,00	128 350,00
Frais de bureau et frais administratifs	28 306,80	19 252,50
Frais de déplacement et d'hébergement	28 306,80	6 500,00
Frais liés au recours à des compétences et à des services externes	93 326,89	67 882,30
Dépenses d'équipement	0,00	20 328,40
Dépenses d'infrastructures et travaux	34 920,00	7 497,80
Contributions en nature	0,00	0,00
Total des dépenses	373 572,49	249 811,00
%	59.47 %	40.53 %

**PLAN DE FINANCEMENT**

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	74 714,50	20.00	55 799,00	22.34
CREA Mont-Blanc	74 714,50	20.00	0,00	0.00
Fondation Jean-Marcel Aubert	0.00	0,00	55 799,00	22.34
FEDER	298 857,99	80.00	0,00	0.00
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	72 006,00	28.82
Contreparties publiques	0,00	0.00	122 006,00	48.84
Canton Valais	0,00	0.00	72 006,00	28.82
Autres publics Fonds pour les infrastructures et manifestations touristiques d'Orsières et de Liddes	0,00	0.00	25 000,00	10.01
Commune d'Orsières	0,00	0.00	25 000,00	10.01
Total des financements	373 572,49	59.17	249 811,00	40.53
Total éligible	373 572,49	100.00	249 811,00	100.00



SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France

Le projet répond à tous les critères d'éligibilité du programme et démontre son entière plus-value transfrontalière. Le dossier est complet. Le porteur est réactif et rigoureux.

Synthèse des notes : **Note 80.25/100**

Côté Suisse

Les informations complémentaires ont été transmises aux services métiers concernés.

Le canton du Valais, la Commune d'Orsières et le pays du St-Bernard ont confirmé leurs cofinancements. Le plan de financement est stabilisé.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
41.25	38.80	39.00	37.50	39.14

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Favorable
Avis du pré-comité sur le dossier	Favorable

Côté Français :

N/A

Côté Suisse :

Deux remarques concernant l'importance de la clarification de la rentabilité de l'initiative en cours de projet ainsi que la temporalité de certains workpackages ont été partagées avec le porteur.

De plus, le porteur a été prié de s'enquérir auprès du canton du Valais de sa potentielle participation financière. Ensuite, la confirmation formelle des co-financements (dont celles de la Commune d'Orsières et du Pays du St-Bernard via son fonds d'infrastructure) devra être acquise au plus tard la veille du comité de programmation du 28 novembre.

COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté Français :

N/A

Côté Suisse :

Le porteur a pris note des remarques formulées lors du pré-comité et en prendra compte dans le cadre de la mise en œuvre du projet.



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

Mme DE SAINT LAURENT présente le projet JADE, qui est classé dans la priorité 4 sous l'objectif spécifique 4.6 visant à renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale. D'une durée de 2,5 ans à compter du 1^{er} janvier 2025, et jusqu'en juin 2027, il a comme ambition de créer une offre de tourisme durable, scientifique et participative, reliant le jardin botanique alpin de Flore-Alpe à Champex-Lac et le futur jardin pédagogique et scientifique du CREA Mont-Blanc, à l'Observatoire du Mont-Blanc à Chamonix, par la mise en place d'aménagements favorisant l'observation naturaliste en montagne à travers ces jardins, le développement de dispositifs de médiation scientifique partagés, l'élaboration et l'expérimentation d'un itinéraire de randonnée reliant ces deux sites, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de positionnement et de supports de communication pour la valorisation et la promotion de cette offre. Ce projet compte 2 partenaires : 1 en France, le CREA Mont-Blanc, et 1 en Suisse, la Fondation Jean-Marcel Aubert. Il dispose de 4 actions :

- Une coordination entre les partenaires et parties prenantes du projet, et l'élaboration d'une stratégie globale pour l'offre touristique, visant la promotion du projet JADE et de l'itinéraire touristique créée ;
- Le déploiement de la science participative comme outil de médiation et d'amélioration de la connaissance, par l'étude de la transversalité des protocoles, leur intégration sur site, le cas échéant, et la mise en place d'outils et de supports adaptés.
- L'aménagement du jardin botanique comme porte d'entrée à la médiation scientifique en montagne, en créant un parcours et des installations dédiées ;
- La conception d'une offre de tourisme scientifique, par l'animation d'une communauté d'observateurs, l'entretien et l'animation de l'itinéraire pédestre dédié et la documentation des événements en vue de la production de matériel de communication.

Le budget global est de 628 221,82 €, légèrement déséquilibré en faveur du partenaire français (59,47 % du budget), dont 80 % de FEDER (298 857,99€).

Mme JOHNER détaille un financement suisse à 22 % issu de l'auto-financement, à 28,82 % de NPR fédéral, et à 48,84 % de cofinancements publics. Le dossier d'instruction suisse est complet, et conforme à la réglementation NPR, en ce que le projet présente une nouvelle offre touristique en période de basse saison, durable, promouvant la mobilité douce et renforçant les liens entre les acteurs touristiques. Mme JOHNER souligne le potentiel de répliquabilité de ce type de projet. Le plan de financement est stabilisé.

Mme DE SAINT LAURENT rappelle que le projet a été accompagné par le département de la Haute-Savoie, impliquant un porteur bien informé et coopératif. L'avis métier de la Direction de l'environnement et de l'écologie positive de la région Auvergne-Rhône-Alpes est favorable, sans réserve ni remarque.

Mme JOHNER indique un avis métier favorable également de la part du canton du Valais, ainsi qu'une note d'avis métier français de 41,25, d'avis métier suisse de 38,80, du secrétariat conjoint français de 39 et du secrétariat conjoint suisse de 37,50, pour une moyenne totale de 39,14. L'avis du pré-comité du 26 septembre 2024 est favorable.

Mme RUDNICKI félicite le travail effectué par les porteurs du projet, qu'elle a pu accompagner au cours de plusieurs réunions.

M. GROSJEAN rejoint cet avis, et souligne la qualité de la co-construction d'un projet qu'il juge exemplaire.

En l'absence de remarque de la part des membres du Comité, les co-présidents de séance valident la sélection de l'opération.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024

Favorable



LACS

IDENTIFICATION

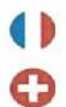
Nom du projet		Laboratoire Artistique Culturel et Social	
Identifiant SYNERGIE		20919	
Nom du chef de file FR		Bonlieu Scène Nationale Annecy	
Nom du chef de file CH		Théâtre Saint-Gervais	
Durée du projet	Date de démarrage	01-04-2024	Nombre de mois
	Date d'achèvement	31-03-2027	36
Priorité du programme		P4 : Soutenir les secteurs du tourisme et de la culture	
Objectif spécifique du programme		OS RSO4.6 : Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale	

DATES CLÉS

	Date de dépôt de la fiche pré-projet	Date de dépôt du projet
France & Suisse	24/02/2024	18/04/2024

PARTENAIRES DU PROJET

Raison sociale	Forme Juridique	Type de partenaire	Pays	Région	NUTS 3
Bonlieu Scène Nationale Annecy	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	FRANCE	Rhône-Alpes	Haute-Savoie
Espace Malraux scène nationale de la Savoie	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	FRANCE	Rhône-Alpes	Savoie
Les Deux Scènes - Scène nationale de Besançon	Infrastructure et fournisseurs de services (publics)	Public	FRANCE	Franche-Comté	Doubs
Théâtre Saint-Gervais	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	SUISSE	Région lémanique	Genève
Fondation pour l'Art Dramatique - Théâtre Vidy-Lausanne	Groupes d'intérêt y compris les ONG	Privé	SUISSE	Région lémanique	Vaud



RÉSUMÉ DU PROJET

Objectifs principaux

Le projet LACS – Laboratoire Artistique Culturel et Social – ambitionne d'élaborer un laboratoire d'expérimentations permettant de définir, évaluer puis diffuser les bonnes pratiques pour proposer des productions culturelles transfrontalières innovantes, inclusives et durables.

Cet objectif général se décline en 4 objectifs spécifiques :

- Définir, expérimenter puis valider une grille de leviers d'action visant à améliorer la durabilité des créations, productions et diffusions culturelles.
- Renforcer le rôle des productions culturelles dans l'inclusion et l'innovation sociale en définissant les leviers à actionner pour assurer l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et contre la précarité.
- Se rapprocher des catégories de populations éloignées de la culture tout en mettant en lumière le territoire transfrontalier et en développant un sentiment d'appartenance.
- Diffuser et transmettre au fur et à mesure du projet les connaissances acquises et les nouvelles façons de collaborer (entre institutions, entre artistes et institutions, entre artistes institutions et territoires).

Actions principales

Les actions principales du projet sont les suivantes :

- 1) Initier, cocréer, coproduire des œuvres artistiques « LACS » pour expérimenter des pratiques favorisant la durabilité sociale, économique et environnementale.
- 2) Expérimenter des modalités de diffusion élargie des productions « LACS » sur le territoire transfrontalier et assurer une visibilité internationale des répertoires d'œuvres.
- 3) Renforcer l'accessibilité des publics empêchés ou éloignés, notamment par la technologie.
- 4) Créer un socle commun de compétences par l'organisation de groupes de travail thématiques et de séminaires, et la réalisation d'une boîte à outils : management collaboratif et peer learning.

Résultats attendus

Le projet LACS permettra de définir, évaluer et diffuser des bonnes pratiques pour la création de productions culturelles transfrontalières innovantes, inclusives et durables.

Les résultats attendus incluent la production de 11 projets conjoints sensibilisant par leurs modes de production, de distribution et/ou par leurs thématiques d'inclusion et de développement durable. Pendant sa durée, le projet proposera des actions concrètes de sensibilisation aux enjeux environnementaux et au patrimoine naturel de la zone d'intérêt (podcasts, diffusion hors les murs, etc.). Des actions en faveur des publics empêchés sont également prévues (en collaboration avec des institutions spécialisées, aménagement de séances, émissions de radio par des groupes de jeunes transfrontaliers, etc.). La grille d'évaluation s'appliquant aussi aux acteurs de la culture, des résultats sont attendus en termes de nouvelles pratiques et conditions de travail pour les professionnels impliqués sur les projets sélectionnés.

Des résultats à moyen/long terme sont attendus par la diffusion des bonnes pratiques qui auront pu être identifiées. Ainsi il s'agit d'élargir l'effet vertueux de la grille d'évaluation développée dans le projet en capitalisant sur les différents retours et en proposant une boîte à outils aux professionnels du secteur afin d'inscrire ces pratiques de manière pérenne dans les modes de fonctionnement du milieu de la culture et assurer ainsi la prise en compte des enjeux sociaux/sociétaux, d'inclusion et de développement durable.



RÉPARTITION DES COÛTS TOTAUX

Taux de change utilisé : 1 CHF = 1.02 €	FRANCE	SUISSE	TOTAL
En EUR	2 011 377,00	1 915 870,45	3 927 247,45
En CHF	1 973 160,84	1 879 468,91	3 852 629,74
%	51.22 %	48.78 %	100 %

BUDGET DU PROJET

Nature des dépenses (HT) (si non assujetti à la TVA : TTC)	Coût de l'opération	
	FRANCE (en euros)	SUISSE (en CHF)
Frais de personnel	314 860,00	706 160,29
Frais de bureau et frais administratifs	47 229,00	105 924,28
Frais de déplacement et d'hébergement	47 229,00	19 020,00
Frais liés au recours à des compétences et à des services externes	1 573 059,00	1 034 099,34
Dépenses d'équipement	29 000,00	14 265,00
Dépenses d'infrastructures et travaux	0,00	0,00
Contributions en nature	0,00	0,00
Total des dépenses	2 011 377,00	1 879 468,91
%	51.22 %	48.78 %

**Interreg**Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Suisse

PLAN DE FINANCEMENT

	FRANCE		SUISSE	
	en €	%	en CHF	%
Auto-financement	402 275,40	20.00	1 487 457,22	79.14
Les Deux Scènes - Scène nationale de Besançon	110 702,60	5.50	0,00	0.00
Bonlieu Scène Nationale Annecy	182 890,60	9.09	0,00	0.00
Espace Malraux scène nationale de la Savoie	108 682,20	5.40	0,00	0.00
Fondation pour l'Art Dramatique - Théâtre Vidy-Lausanne	0,00	0.00	1 250 022,00	66.51
Théâtre Saint-Gervais	0,00	0.00	237 435,22	12.63
FEDER	1 506 401,60	74.89	0,00	0.00
Contreparties publiques	102 700,00	5.11	0,00	0.00
Région Auvergne - Rhône-Alpes	25 000,00	1.24	0,00	0.00
Département Doubs	30 000,00	1.49	0,00	0.00
Autres publics Direction régionale des affaires culturelles Auvergne Rhône-Alpes (DRAC)	17 000,00	0.85	0,00	0.00
Autres publics Direction régionale des affaires culturelles Auvergne Rhône-Alpes (DRAC)	30 700,00	1.53	0,00	0.00
Interreg fédéral suisse	0,00	0.00	0,00	0.00
Contreparties publiques	0,00	0.00	362 102,00	19.27
Canton Genève	0,00	0.00	115 262,00	6.13
Canton Vaud	0,00	0.00	85 000,00	4.52
Communes Ville de Genève	0,00	0.00	76 840,00	4.09
Communes Ville de Lausanne	0,00	0.00	85 000,00	4.52
Contreparties privées	0,00	0.00	29 909,69	1.59
Fondations privées (Champoud, Ernst Goehner, Leenaards)	0,00	0.00	29 909,69	1.59
Total des financements	2 011 377,00	51.22	1 879 468,91	48.78
Total éligible	2 011 377,00	100.00	1 879 468,91	100.00



SYNTHÈSE DE L'INSTRUCTION

Côté France

Le dossier est complet, les pièces complémentaires attendues, notamment au sujet de la commande publique et des devis pour certains équipements ont été transmis par le chef de file. Les quatre avis métiers reçus sont favorables. Le plan de travail est bien structuré, les objectifs du projet sont cohérents et répondent à l'objectif spécifique du programme à propos des projets culturels. Les éléments attendus pour définir le régime d'exemption à appliquer concernant les Aides d'État ont été reçus. À la suite de leurs analyses approfondies, les activités menées par les trois partenaires français impliqués au projet sont réputées non économiques, l'aide est à considérer en dehors du champ des Aides d'État.

Synthèse des notes : **79.13 /100**

Côté Suisse

Les éléments complémentaires ont été transmis aux services-métier concernés.

La ville de Genève, l'office cantonal de la culture et du sport du canton de Genève et le département des affaires transfrontalières du canton de Vaud ont confirmé leurs cofinancements respectifs.

Les cofinancements du Service des affaires culturelles du canton de Vaud, du Service des affaires européennes, régionales et fédérales du canton de Genève, du Département de la culture et de la transition numérique du canton de Genève et de la ville de Lausanne doivent encore être confirmés. Il en est de même pour les co-financements privés.

Le plan de financement doit être stabilisé d'ici le comité de suivi.

Synthèse des notes :

Avis-métiers FR	Avis-métiers CH	SC FR	SC CH	Total
43.13	41.90	36.00	35.70	39.18

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU PRÉ-COMITÉ DU 26 SEPTEMBRE 2024

Avis du pré-comité du 26 septembre 2024 pour un passage au Comité de suivi	Favorable
Avis du pré-comité sur le dossier	Favorable

Côté France :

N/A

Côté Suisse :

Deux points d'attention ont été remontés au porteur à la suite du pré-comité : l'intérêt de pouvoir consulter la liste des 11 spectacles qui seront co-produits dans le cadre du projet ainsi que les défis liés à la mise en place d'une radio participative.

De plus, le porteur a été prié de s'enquérir auprès des cantons de Vaud et de Genève de leurs potentielles participations financières. Ensuite, les confirmations formelles des co-financements (y compris ceux des villes de Genève et Lausanne) devront être acquises au plus tard la veille du comité de programmation du 28 novembre.

COMPLÉMENTS APPORTÉS PAR LES PORTEURS SUITE AU PRÉ-COMITÉ :

Côté France :

N/A

Côté Suisse :

Afin de répondre aux points d'attention formulés dans le cadre du pré-comité, le porteur a partagé calendrier mentionnant les créations envisagées à ce jour ainsi qu'une note relative au projet radio et à l'accessibilité des publics éloignés.

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN SÉANCE

Mme MUSSET présente le projet LACS, qui est classé dans la priorité 4 sous l'objectif spécifique 4.6 visant à renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale. D'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} avril 2023, et jusqu'en mars 2027, il a comme ambition de définir, évaluer et diffuser des bonnes pratiques pour la création de productions culturelles transfrontalières innovantes, inclusives et durables. Ce projet compte 5 partenaires : 3 en France, dont le Bonlieu Scène Nationale Annecy en tant que chef de file, l'Espace Malraux scène nationale de la Savoie et Les deux scènes – Scène nationale de Besançon, et 2 en Suisse, dont le Théâtre Saint-Gervais en tant que chef de file, et la Fondation pour l'Art dramatique – Théâtre Vidy-Lausanne. Il dispose de 4 actions visant à :

- Initier, cocréer, coproduire des œuvres artistiques « LACS » pour expérimenter des pratiques favorisant la durabilité sociale, économique et environnementale.
- Expérimenter des modalités de diffusion élargie des productions « LACS » sur le territoire transfrontalier et assurer une visibilité internationale des répertoires d'œuvres.
- Renforcer l'accessibilité des publics empêchés ou éloignés, notamment par la technologie.
- Créer un socle commun de compétences par l'organisation de groupes de travail thématiques et de séminaires, et la réalisation d'une boîte à outils : management collaboratif et peer learning.

Parmi les résultats attendus se trouve la production de 11 projets artistiques conjoints ainsi que de plusieurs actions en faveur des publics empêchés. Le projet contribuera à long terme à la transformation des modes de fonctionnement des acteurs culturels, favorisant la prise en compte des facteurs sociaux, d'inclusion et environnementaux. Le budget total est de 3 927 247,45 €, réparti à 51 % pour le financement français et 49 % pour le financement suisse. Le cofinancement public couvre 5 % de ce budget, le taux FEDER est à 75 %, soit 1 506 401,60 €.

Mme JOHNER détaille le budget suisse du projet, composé d'une importante part d'autofinancement, s'élevant à 79,14 %. Le projet n'est pas compatible avec la NPR et ne dispose donc pas de financement fédéral. Le budget est constitué d'un cofinancement public de 19,27 % réparti entre les cantons de Genève et de Vaud et les communes de Genève et de Lausanne. Enfin, un cofinancement privé complète les 1,59 % restants. Le dossier d'instruction côté suisse est complet, et ne requiert pas de financement NPR.

Mme MUSSET indique un dossier complet côté français également. Le porteur du projet est également habitué à Interreg, présentant toutes les pièces justificatives nécessaires, un projet cohérent, une activité pertinente et un budget significatif, mais proportionnel et justifié. Tous les partenaires concernés sont soumis à la commande publique, les justificatifs concernés étant conformes. Mme MUSSET précise que 80 % des dépenses prévues concernant des fournitures externes, le respect des règles de la commande publique constitue sur ce dossier un point de vigilance accrue. Les 3 partenaires français ont été placés en dehors du champ des aides d'État, condition nécessaire au soutien du projet par le programme. Une demande d'avance a été déposée, assortie des justificatifs nécessaires, et se situe en dessous du seuil réglementaire de 20 %, et semble en voie d'acceptation. Les avis métiers français sont très favorables.

Mme JOHNER expose des avis métiers suisses également favorables. La note des avis métiers français est de 43,13, la note des avis métiers suisses de 41,90, la note du secrétariat conjoint français de 36, la note du secrétariat conjoint suisse de 35,70, pour une moyenne totale de 39,18. L'avis du pré-comité du 26 septembre 2024 est favorable.



Mme GUINARD demande pourquoi la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes est présente 2 fois parmi les financements.

Mme MUSSET explique que chaque partenaire a pu recevoir un financement, représenté dans le tableau selon deux lignes séparées.

En l'absence de remarque de la part des membres du Comité, les co-présidents de séance valident la sélection de l'opération.

Avis du Comité de suivi du 28 novembre 2024	Favorable
--	------------------

Mme la Présidente remercie chaleureusement l'assistance et tous ceux qui ont permis la tenue de cette réunion.

La séance est levée à 15 heures 34.



Interreg

France – Suisse



Cofinancé par
l'Union Européenne

Le 10 mars 2025

Madame Mireille GASSER

Coordinatrice régionale
Coordination régionale Interreg

Monsieur Olivier RITZ

Directeur général adjoint du pôle Stratégie
Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Autorité de gestion

